

## Le Burundi garde sa frontière fermée malgré la réouverture côté rwandais

RFI, 08/03/2022 Le Rwanda a rouvert, lundi 7 mars, toutes ses frontières terrestres, fermées officiellement avec l'apparition des premiers cas de Covid-19 dans le pays. C'était il y a deux ans, en mars 2020, sauf pour deux de ses voisins dont les frontières ont été fermées en raison de crises politico-sécuritaires, à savoir le Burundi, fin 2015 et l'Ouganda, en 2018.

Ainsi, lundi, toutes les frontières ont rouvert aux simples citoyens, que ce soit du côté de l'Ouganda, de la Tanzanie et de la RDC, officiellement en raison des progrès réalisés dans la lutte contre le coronavirus. Partout cette réouverture a été faite, selon les médias de ces différents pays, avec, seule exception, du côté du Burundi qui semblait s'être barricadé.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Installation de nouveaux ordinateurs, nettoyage des bureaux et leurs alentours! Côté rwandais, les services concernés étaient préparés à la réouverture des frontières avec le Burundi, au poste-frontière de Kanyaru-Haut, selon des témoins sur place. Les agents rwandais ont même laissé passer des habitants du coin, impatients de revoir leurs parents et amis, de l'autre côté de la frontière. Ils se sont avancés, côté burundais où la barrière était baissée. Impossible donc pour eux d'aller plus loin. Albert Shingiro, chef de la diplomatie burundaise, a donné des explications, lundi, sur les ondes de la Radio nationale: «La République sœur du Rwanda a pris la décision d'ouvrir ses frontières. C'est une décision souveraine que nous apprécions, que tout le monde apprécie mais pour le cas du Burundi, cette décision n'est pas encore prise. Nous sommes en train de normaliser les relations avec le Rwanda. Nous y travaillons encore. Le jour où ce processus de normalisation prendra fin, nous vous mettrons au courant.» Il ne reste qu'un seul point de blocage aujourd'hui, selon Gitega: la question des présumés auteurs de la tentative de coup d'Etat de 2020 au Burundi, au plus fort de la contestation du mandat du président Pierre Nkurunziza, aujourd'hui défunt. Gitega exige, comme préalable, que ceux parmi eux, vivant en exil au Rwanda, lui soient livrés, alors que Kigali est jusqu'ici resté en rappelant qu'ils jouissent d'une protection internationale en tant que réfugiés. Une rencontre entre les ministres Justice des deux pays, vendredi 4 mars, à Kigali, n'a pas permis de s'entendre sur cette question, un véritable point d'achoppement qui bloque, depuis plus d'une année, le processus de normalisation entre le Burundi et le Rwanda.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});